



Édito

Alors qu'un projet de loi Logement est en cours de préparation, d'autres textes législatifs impactant l'urbanisme sont ou seront prochainement examinés au Parlement.

URBA-Info fait un point sur cette actualité législative et vous propose par ailleurs un dossier du mois relatif à la dérogation « station d'épuration des eaux usées » dans les communes littorales.

Bonne lecture... et bonnes fêtes de fin d'année !

n° 18 - novembre/décembre 2017
lettre mensuelle du bureau de la législation de l'urbanisme

Actualités

Artificialisation des sols : Déterminants, impacts et leviers d'action – Colloque INRA/IFSTTAR, 8 décembre 2017

L'Institut national de la recherche agronomique (INRA) a organisé le 8 décembre 2017, en partenariat avec l'Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR), un [colloque de restitution d'expertise scientifique collective](#) sur l'artificialisation des sols, réalisée à la demande des ministères de l'Environnement et de l'Agriculture ainsi que de l'Ademe.

Cette expertise, qui a rassemblé une cinquantaine de scientifiques, a eu pour objectif d'identifier les déterminants et impacts sociaux, économiques et environnementaux de l'artificialisation des sols, en vue de mettre en lumière les leviers destinés à mieux maîtriser ce phénomène qui constitue la principale menace sur les sols en Europe.

Synthèse de l'étude [ici](#).

Sommaire

Édito	1
Actualités	1
Actualité législative	2
Jurisprudence	3
Dossier du mois	3
Nous contacter	6

 Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE	 Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES	MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Cette lettre a été réalisée avec les contributions d'Emilie CHAUF AUX, Soumicha CHENITI-SOUM et Isabelle MAUPILIER du bureau de la législation de l'urbanisme.

Actualité législative

Propositions de loi relatives au recul du trait de côte



Crédits photo : @ Laurent Mignaux - Terra

[Une proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique](#) a été déposée à l'Assemblée Nationale le 13 juillet 2016 et examinée au Parlement l'hiver dernier. Faute de créneaux parlementaires suffisants, son examen n'a pu aboutir sous la précédente mandature.

Si elle s'intéresse principalement au recul du trait de côte du point de vue des risques, elle interagit avec le code de l'urbanisme et a été l'occasion, pour des parlementaires (en particulier des sénateurs), de proposer certains assouplissements à la loi Littoral.

Depuis, deux autres propositions de lois ont été déposées sur le sujet du recul du trait de côte :

- la proposition de loi [relative au développement durable des territoires littoraux](#), déposée par Michel Vaspart, sénateur Les Républicains des Côtes d'Armor, le 13 septembre 2017 ;
- la proposition de loi [portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique](#), déposée par Gilles Lurton, député Les Républicains d'Ille-et-Vilaine, le 27 septembre 2017.

Eu égard à l'importance de cette problématique, la DGPR et la DGALN ont organisé le 7 décembre 2017 un séminaire à destination des services déconcentrés autour du thème « Pour une politique intégrée en faveur de la gestion du trait de côte ».

Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance

Le ministre de l'action et des comptes publics a présenté en Conseil des ministres le 27 novembre 2017 un [projet de loi pour un État au service d'une société de confiance](#), instaurant le principe du « droit à l'erreur ».

Il comporte notamment un article visant à expérimenter le rescrit juridictionnel (article 31) et à permettre au bénéficiaire comme à l'auteur de certaines décisions administratives non réglementaires de saisir le tribunal administratif d'une demande tendant à apprécier la légalité externe de cette décision. Le projet de loi renvoie au pouvoir réglementaire le soin de définir ces décisions, prises sur le fondement du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, du code de l'urbanisme ou des articles L. 1331-25 à L. 1331-29 du code de la santé publique, dont l'éventuelle illégalité pourrait être invoquée, alors même que ces décisions seraient devenues définitives, à l'appui de conclusions dirigées contre un acte ultérieur.

Le projet de loi « société de confiance » sera prochainement examiné à l'Assemblée nationale, dans le cadre d'une procédure accélérée.

Il est à noter que le Gouvernement a décidé de rendre public [l'avis du Conseil d'État](#) sur ce projet de texte.

Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024



La ministre des Sports a présenté en Conseil des ministres le 15 novembre 2017 un projet de loi visant à organiser les Jeux de 2024 dans des conditions conformes aux engagements souscrits auprès du Comité international olympique et du Comité international paralympique, notamment dans le respect des stipulations du [contrat de ville-hôte](#) et des garanties visées au dossier de candidature de Paris.

Le texte comporte un Titre consacré aux dispositions relatives à l'aménagement, à l'urbanisme, à l'environnement et au logement, parmi lesquelles des mesures portant notamment sur :

- la participation du public ;
- les installations temporaires ;
- la mise en compatibilité des documents d'urbanisme.

Le projet de loi a été [adopté par l'Assemblée nationale le 20 décembre](#) et son examen au Sénat débutera fin janvier.

Cohérence entre le PADD du PLU et le règlement

Dans une décision du 2 octobre 2017, [n° 398322](#), le Conseil d'État a précisé que, si le code de l'urbanisme n'exige pas un rapport de conformité entre le règlement et le projet d'aménagement et de développement durable du PLU, il impose néanmoins une obligation de cohérence entre ces deux composantes du PLU.

Reconstruction à l'identique et dispositions du PLU

Par un arrêt du 8 novembre 2017 ([n° 403599](#)), le Conseil d'État a jugé que seules des dispositions expresses de la réglementation locale d'urbanisme peuvent prévoir l'interdiction de la reconstruction à l'identique de bâtiments détruits par sinistre ou démolis.

Contrôle de légalité : Le juge compétent pour connaître d'une action engagée contre l'Etat

Le Conseil d'État a rappelé récemment qu'il appartient au juge administratif de connaître de l'action en responsabilité engagée contre l'État en raison d'une carence de ses services dans le contrôle de légalité des actes des autorités communales, y compris lorsque le litige porte sur des rapports de droit privé entre un service public industriel et commercial et ses usagers (Conseil d'État, 13 octobre 2017, [n° 402255](#)).

Dossier du mois

Dérogation aux dispositions d'urbanisme de la loi Littoral pour les stations d'épuration d'eaux usées

En application de l'article [L. 121-5](#) du code de l'urbanisme, « à titre exceptionnel, les stations d'épuration d'eaux usées, non liées à une opération d'urbanisation nouvelle, peuvent être autorisées par dérogation aux dispositions du présent chapitre. »¹

Cet article est issu d'un amendement parlementaire lors de l'examen de la [loi 94-112 du 9 février 1994 portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction](#), ayant permis la régularisation de la station d'épuration de Toulon-Ouest sur le site du Cap Sicié dont le permis de construire avait été annulé par le Conseil d'État ([CE, 19 mai 1993, n° 124983](#)). Ce dernier avait ainsi considéré que la station d'épuration ne pouvait bénéficier des dispositions dérogatoires prévues à l'article [L. 121-17](#) selon lesquelles le principe d'interdiction des constructions ou installations dans la bande littorale ne s'applique pas aux constructions ou installations

nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau, puisqu'il « ne ressort pas du dossier, et n'est pas allégué par l'administration, que l'installation litigieuse exige la proximité immédiate de l'eau ».

Cet article permet de concilier deux impératifs d'intérêt général, à savoir le respect des principes de préservation et de protection posés par la loi Littoral et le nécessaire traitement des eaux résiduaires urbaines sanctionné par la [directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires](#), dite directive ERU.

1 L'article 191 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux a supprimé la mention « avec rejet en mer », élargissant ainsi la dérogation à toutes les stations d'épuration.

1. Procédure

L'autorisation est délivrée conjointement par les ministres chargés de l'urbanisme et de l'environnement (art. [R. 121-1](#)). En application du [décret n° 2014-1299 du 23 octobre 2014](#), l'autorisation STEP fait exception au principe selon lequel « *Le silence gardé pendant deux mois par l'administration sur une demande vaut décision d'acceptation* » (art. [L. 231-1](#) du code des relations entre le public et l'administration). En effet, pour l'autorisation station d'épuration au titre de l'article L. 121-5, le silence gardé par l'administration pendant quatre mois vaut décision de rejet. Ce délai de quatre mois démarre à compter de la transmission initiale de la demande de dérogation à la préfecture par la commune.

1.1 *Evaluation environnementale*

Les stations de traitement des eaux usées sont soumises à évaluation environnementale dans les conditions définies à la rubrique 24 de la nomenclature relative à l'évaluation environnementale des projets (annexe de l'article [R. 122-2](#) du code de l'environnement). Lorsqu'elles sont situées dans la bande littorale, elles font obligatoirement l'objet d'un examen au cas par cas. L'autorité environnementale (AE) décide si une évaluation environnementale est nécessaire. En l'espèce, la station d'épuration donnant lieu à une décision du ministre chargé de l'environnement, l'AE est la formation d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (art. [R. 122-6](#) I, 1° du code de l'environnement).

Le maître d'ouvrage adresse le [formulaire](#) de demande d'examen au cas par cas à l'AE par voie électronique ou par pli recommandé. À compter de sa réception, l'AE dispose d'un délai de quinze jours pour demander au maître d'ouvrage de compléter le formulaire. À défaut d'une telle demande dans ce délai, le formulaire est réputé complet et l'AE dispose d'un délai de trente-cinq jours à compter de la réception du formulaire complet pour informer le maître d'ouvrage par décision motivée de la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale (art. [R. 122-3](#) du code de l'environnement). Cette décision ou, en cas de décision implicite, le formulaire accompagné de la mention du caractère tacite de la décision est publiée sur le site internet de l'AE et figure dans le dossier soumis à participation du public par voie électronique en application des dispositions de l'article L. 123-19 du code de l'environnement. L'absence de réponse de l'AE dans le délai de trente-cinq jours vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

Si l'évaluation environnementale est requise, le dossier comprenant l'étude d'impact et la demande d'autorisation est transmis par le préfet à l'AE qui se prononce dans les trois mois suivant la date de réception du dossier (art. [R. 122-7](#) du code de l'environnement).

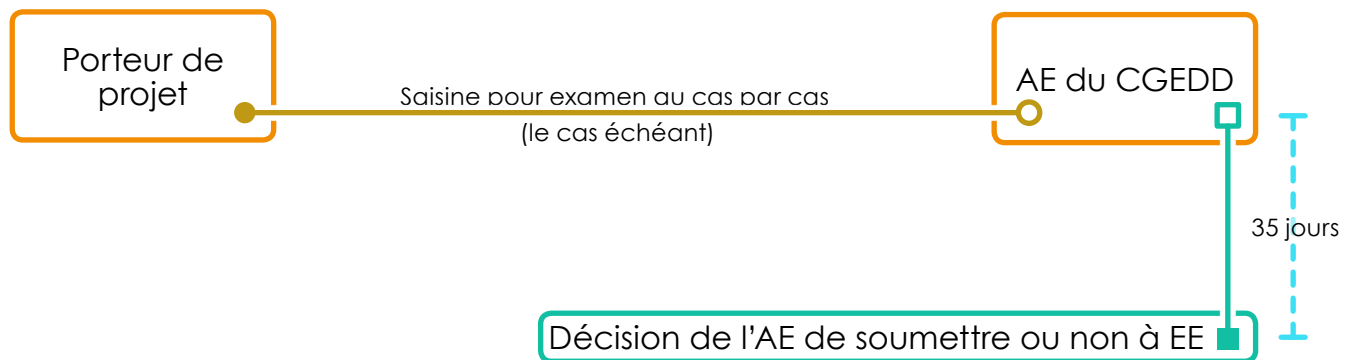
1.2 *Participation du public*

En amont de la procédure d'autorisation : si le projet de STEP est soumis à évaluation environnementale et entre dans le champ du droit d'initiative prévu par le code de l'environnement (seuil financier prévu à l'article R.121-25), le porteur de projet est tenu de publier une déclaration d'intention en application de l'article L.121-18 du même code. Cette déclaration pourra donner lieu, dans un délai de deux mois, à l'exercice du droit d'initiative. Si ce droit est soulevé, le préfet décide de l'opportunité d'organiser une concertation préalable avec garant (dans les conditions du L.121-16-1). Cette décision est motivée et rendue publique dans un délai maximum d'un mois à compter de la réception de la demande. En l'absence de décision explicite dans ce délai, le préfet est réputé avoir rejeté la demande.

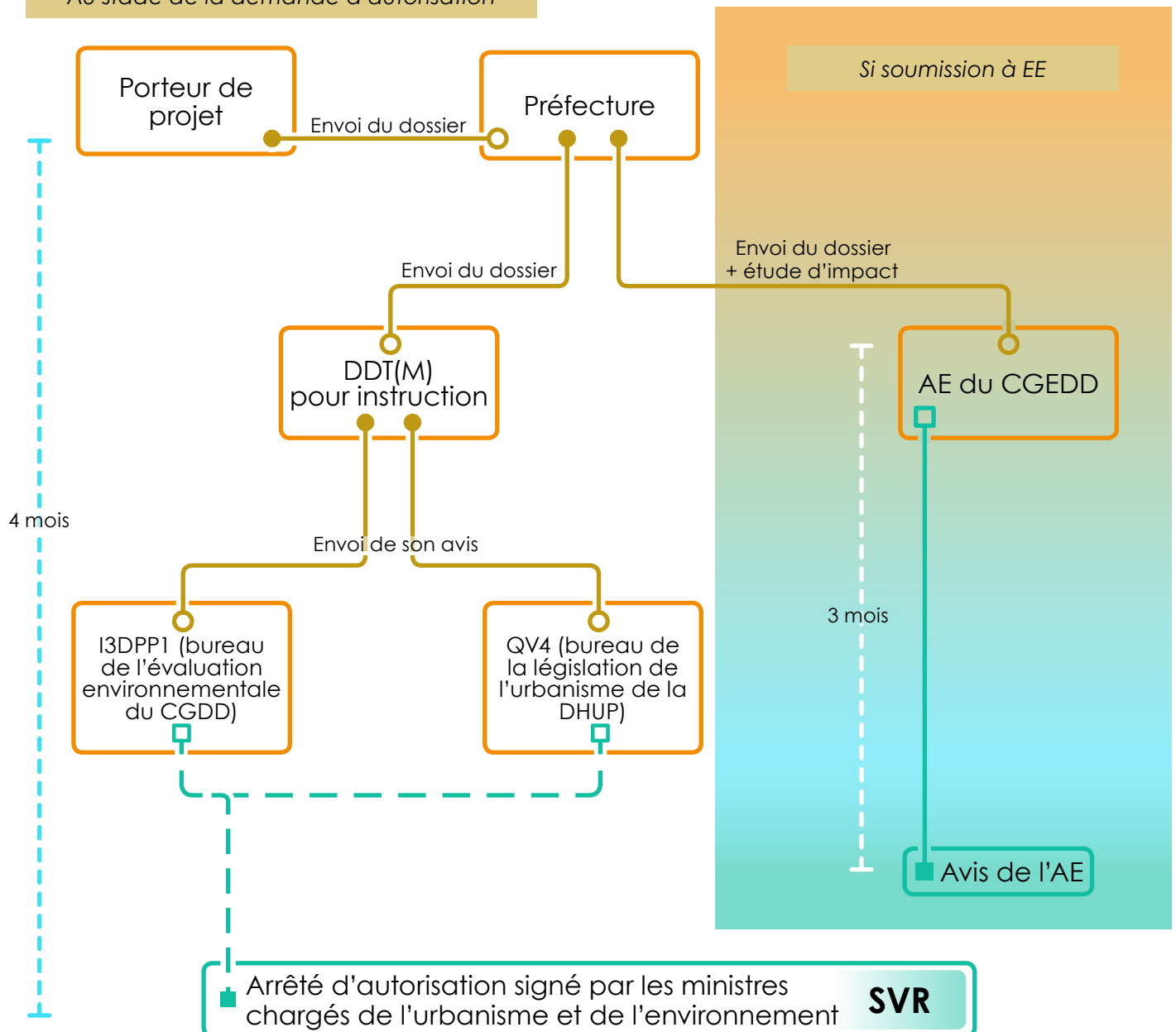
Au stade de l'autorisation : mise à disposition du public par les ministères délivrant l'autorisation. La demande de dérogation et le projet d'arrêté font l'objet d'une mise en ligne sur les sites internet des deux ministères délivrant l'autorisation, afin de permettre au public de présenter ses observations. Cette mise en ligne dure quinze jours minimum (trente si le projet est soumis à évaluation environnementale). La dérogation ne peut être accordée avant l'expiration d'un délai permettant la prise en considération des observations et propositions déposées par le public. Sauf en cas d'absence d'observations et propositions, ce délai ne peut être inférieur à trois jours à compter de la date de clôture de la consultation.

1.3 Etapes de la procédure

En amont du projet



Au stade de la demande d'autorisation



1.4 Articulation avec l'autorisation d'urbanisme et les procédures d'évolution du PLU

L'autorisation ministérielle doit être obtenue préalablement à la délivrance du permis de construire par l'autorité compétente. Si un permis de construire est délivré sans autorisation ministérielle préalable, le juge

annulera le permis de construire pour incompétence de l'autorité qualifiée pour délivrer le permis ([CAA Nantes, 27 juillet 2007, n° 06NT00017](#))

De même, s'il est nécessaire de réviser ou de modifier le PLU pour permettre la réalisation de la station d'épuration, l'autorisation ministérielle devra avoir été obtenue préalablement à l'approbation de la modification ou de la révision.

2. Conditions de délivrance de l'autorisation et effets de la dérogation

2.1 Conditions

La [note du 26 janvier 2009](#) à l'attention des préfets de région relative à la loi Littoral et à la construction ou l'extension de stations d'épuration sur le territoire des communes littorales précise les conditions de délivrance de l'autorisation et les éléments du dossier attendus.

Conformément à l'article L. 121-5, l'autorisation est délivrée à titre exceptionnel. Ainsi, l'implantation des stations d'épuration doit être favorisée dans les communes non littorales en analysant le système d'assainissement à l'échelle intercommunale.

Le dossier doit justifier le caractère impératif de la localisation du projet. L'analyse des solutions techniques alternatives doit ainsi démontrer « *qu'aucun autre site ne permet la réalisation d'une station d'épuration dans un délai et à un coût raisonnable* ».

Enfin, le projet ne doit en aucun cas être dimensionné pour répondre à des opérations d'urbanisation nouvelles. Le respect de cette condition doit faire l'objet d'un engagement du maître d'ouvrage dans le dossier de demande.

2.2 Effets

L'article L. 121-5 permet de déroger à l'ensemble des dispositions d'urbanisme de la loi Littoral et plus particulièrement au principe d'urbanisation en continuité des agglomérations et des villages et aux dispositions relatives aux espaces remarquables et à la bande littorale.

Les projets de stations d'épuration implantées respectant les dispositions d'urbanisme de la loi Littoral, par exemple les projets implantés au sein d'une zone industrielle ou artisanale, n'ont pas besoin de solliciter la dérogation au titre de l'article L. 121-5.



Crédits photo : @ Laurent Mignaux - Terra

Nous contacter

Pour toute question, remarque ou pour vous inscrire à la lettre *URBA-Info* :

gv4.dhup@developpement-durable.gouv.fr